

Troisièmement, nous allons devoir mieux intégrer les nouveaux industriels au système commercial mondial. Les Hong-Kong, les Corée du Sud et les Singapour seront rejoints par un certain nombre d'autres pays qui livreront une vive concurrence pour une gamme de plus en plus large d'articles manufacturés. Les niveaux de protection et l'aide spéciale que ces pays ont fournis à leurs industries nationales ne seront plus appropriés dans le cadre international ou dans celui de leur développement économique national. Le système exigera que ces pays assume des obligations davantage en rapport avec leur niveau de développement. Par ailleurs, nous devons oeuvrer pour assurer que le système répond à leurs préoccupations.

Pour assurer le succès de la Réunion ministérielle, il nous faudra démontrer que le GATT peut servir leurs intérêts tout autant que ceux des pays industrialisés. Sur le plus long terme, cela signifiera également que les pays industrialisés devront ouvrir davantage leurs marchés aux produits des pays en développement. Les marchés en développement ont dynamisé nos économies occidentales et, en fait, nous ont aidés à atténuer nombre des problèmes que nos économies ont rencontrés dans les années 70. Mais une bonne part de ce commerce a été financée par des emprunts que nous leur avons consentis. L'endettement d'un certain nombre de pays en développement a maintenant atteint le point où ils peuvent difficilement se permettre de continuer à emprunter. Ils doivent pouvoir exporter leurs biens sur nos marchés pour gagner les devises dont ils auront besoin pour acheter nos produits.

Ce qui m'amène à mon quatrième point - que j'ai déjà mentionné. C'est la question de l'ajustement. L'inflation, les chocs énergétiques, les modifications de l'avantage comparé ainsi que l'intensification marquée de la concurrence à l'échelle internationale réclament des aménagements accélérés ou une restructuration importante dans les nations industrialisées. Le thème du renouveau industriel est un élément très important de notre stratégie de développement économique. Il signifie que, dans les domaines où nous pouvons être concurrentiels sur le plan international, nous devons nous efforcer de reconstituer notre stock de capital, d'améliorer notre productivité et de rechercher activement de nouveaux marchés. Les ressources humaines et financières engagées dans les secteurs où nous ne pouvons livrer une concurrence internationale doivent être affectées à des usages plus productifs. Bien que certaines mesures restrictives puissent être à l'occasion requises pour atteindre un rythme d'ajustement approprié, nous devons veiller à éviter de nous laisser entraîner à soutenir des industries incapables de se maintenir d'elles-mêmes, avec tous les coûts que cela entraînera pour le reste de la société canadienne.